

PROJET D'ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS (PAGER)

Adresse postale : 05 BP 504 PL Cotonou
 Tel : +229 35 22 61 ; Fax : +229 35 22 63
 Mail : pager@leland.bj

NOM	FONCTION	TELEPHONE	E-MAIL
Dieudonné A. Messan	Coordinateur de projet	+229 38 45 69 +229 94 12 37	dieudonne_messan@yahoo.fr
Gassi Bani	Responsable suivi/évaluation	+229 94 84 02	gbani2002@yahoo.fr
Mamoudou S. Inoussa	Responsable financier	+229 33 06 89 +299 94 12 38	Symph2001@yahoo.fr
Céline Sodjiedo	Secrétaire de direction	+229 32 19 08 +229 64 45 79	cdagba1@yahoo.fr

Durée : 1997-2004
Montant : 8.050.000 DTS
Tutelle : Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)
Adresse : 03 BP 2900 Cotonou Benin
 Tel : + 299 30 04 10/30 04 96
 Fax : +229 30 03 26

RESPONSABLE FIDA
Mohamed Tounessi Responsable du portefeuille Benin FIDA – Division de l'Afrique de l'Ouest et du Centre Vial del Serafico 107, 00142 Rome Italie E-mail: m.tounessi@ifad.org

SOMMAIRE

- I. - OBJECTIF GENERAL
- II. - OBJECTIFS SPECIFIQUES
- III. - ZONES COUVERTES
- IV – COMPOSANTES
- V - INFORMATION ET COMMUNICATION

I. - OBJECTIF GENERAL

Augmenter les revenus et la sécurité alimentaire des populations rurales et périurbaines

II. - OBJECTIFS SPECIFIQUES

1. Développer des activités génératrices de revenus
2. Protéger l'environnement et
3. Créer et/ou renforcer des institutions de base

III. - ZONES COUVERTES

Le PAGER dans la partie méridionale du Bénin. Il couvre les départements de l'atlantique, du Littoral, du Mono, du Couffo, de l'Ouémé, du Plateau et du Zou (voir carte de la zone d'intervention du projet en annexe.

IV – COMPOSANTES

COMPOSANTE I - PROMOTION DES ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS (AGR)

A travers cette composante, le projet entend mettre en œuvre un tissu de micro-entreprises économiques par la promotion d'activités génératrices de revenus soit par des groupements, soit par des individus. Les actions envisagées sont les suivantes :

- a) Soutien, au moyen de crédit, des unités génératrices de revenus dans les domaines suivants : i) production agricole au sens large du terme (y compris la production animale, la pisciculture et l'élevage non conventionnel), ii) stockage et commercialisation des intrants et des produits agricoles ; iii) transformation des produits agricoles, iv) développement de petit artisanat et des métiers, et v) promotion des activités novatrices ;
- b) Promotion de techniques d'élevage, de pêche et de production agricole et forestière par le biais d'actions de vulgarisation, appui à la recherche et au développement de nouvelles techniques ;
- c) Soutien à l'équipement et au fonctionnement des ONG nationales et autres opérateurs pour l'appui au développement des activités génératrices de revenus ;
- d) Sécurité foncière des groupes très vulnérables par le crédit foncier ;
- e) Promotion de l'alphabétisation fonctionnelle au profit des responsables et membres des groupements et appui à la formation d'artisans réparateurs pour l'entretien des infrastructures et équipements ;
- f) Préparation d'études de marchés aux niveaux national et international pour des produits déterminés - de préférence nouveaux - pour lesquels il n'existe pas d'informations adéquates ;
- g) Promotion des échanges d'expériences entre les bénéficiaires individuels, les représentants des groupements, les Associations de Services Financiers (ASF) et les institutions à l'intérieur du pays et dans d'autres pays.

Activités mises en œuvre

- ✓ Suivi des 360 groupements appuyés par le projet à travers 12 ONG locales avec lesquelles un contrat est signé. Le contrat est annuel et est renouvelé sur la base des performances des ONG signataires qui font l'objet d'évaluation par la Cellule de Suivi-évaluation en collaboration avec d'autres cadres du projet. En 2004, le contrat avec ces ONG partenaires n'a duré que 6 mois à cause de la fin programmée des opérations de terrain pour le 31 décembre 2004 ;
- ✓ Suivi des anciens éleveurs d'aulacodes ;
- ✓ Formation de nouveaux éleveurs d'aulacodes sur les techniques de conduite de l'élevage ;
- ✓ Construction de deux aires de séchage de 25 m² chacune ;
- ✓ Construction d'aulacodères pour 137 éleveurs d'aulacodes formés en 2003 ;
- ✓ Construction de 10 citernes et de 5 puits maraîchers.
- ✓ Poursuite de l'aménagement des bas-fonds sur deux des sites dont l'aménagement a commencé en 2003 ;
- ✓ Suivi de la mercuriale des produits
- ✓ Diffusion des prix des produits agricoles et d'émissions éducatives à travers un partenariat avec sept (7) radios rurales de la zone d'intervention du projet ;
- ✓ Suivi-appui-conseil aux groupements et micro-entrepreneurs pour l'écoulement de leurs produits.

Résultats obtenus :

- ✓ Nombre de villages concernés par les actions du projet depuis son démarrage : 83 sur 100 prévus
- ✓ 360 groupements encadrés sur 450 prévus. Les 360 groupements réunissent 4.535 personnes dont 74% de femmes. ;
- ✓ 3.517 responsables de groupements formés sur 2.700 prévus ;
- ✓ 6 artisans-réparateurs formés sur 40 prévus ;
- ✓ 92 ha de bas-fonds aménagés sur 150 ha prévus ;
- ✓ 195 ateliers de transformations construits ;
- ✓ Construction de 39 aires de séchage au profit des groupements de transformation ;
- ✓ Construction de 5.024 aulacodères ;
- ✓ 10 citernes d'eau construites ;
- ✓ 20 puits maraîchers forés ;
- ✓ 400 éleveurs d'aulacodes appuyés ;
- ✓ 200 éleveurs d'escargots promus.

COMPOSANTE II - APPUI AUX INSTITUTIONS DE BASE (AIB)

Les objectifs du projet sont orientés vers l'appui au développement communautaire qui se fera à travers :

- a) l'établissement d'un fonds d'appui aux initiatives communautaires (écoles, infrastructures sanitaires, locaux et hangars de stockage pour intrants et vivriers, construction de caisses) identifiées par les Comités Villageois de Développement (CVD) ;
- b) l'établissement d'un fonds d'investissement pour la mise en place de points d'eau dans les villages et/ou auprès des groupements projetant de développer une ou plusieurs activités de transformation des produits agricoles ;
- c) l'établissement d'un fonds d'entretien des pistes rurales destiné au désenclavement des marchés locaux et des zones de production par la réhabilitation et la construction de pistes rurales et d'ouvrages de franchissement ;
- d) la formation des membres des CVD : i) à la notion de bilan-diagnostic du village et de son terroir; ii) à la recherche de solutions appropriées et adaptées aux problèmes diagnostiqués et à l'identification des actions à entreprendre, en distinguant celles qui sont du ressort du village et celles faisant appel à un appui extérieur; iii) à la mise en œuvre des mesures nécessaires qui ont été identifiées et, notamment, aux techniques de gestion, de protection et de régénération des sols ;
- e) la formation d'auxiliaires villageois et des cantonniers rattachés aux CVD
- f) la promotion des opérations d'alphabétisation fonctionnelle ;
- g) l'appui à l'équipement et aux dépenses de fonctionnement et à la formation du personnel des ONG et autres opérateurs nationaux participant à la mise en œuvre de ces activités.

Activités mises en œuvre**➤ Description des activités mises en œuvre en 2004**

- ✓ Préparation et organisation d'un atelier de mise en contact des CVD et des maires en vue de la mise en place des dispositions de gestion des infrastructures générant des ressources financières dans la période après-projet dans le contexte de décentralisation en cours au Bénin ;
- ✓ Réalisation de 2 forages ;
- ✓ Fonçage de 3 puits à grand diamètre ;
- ✓ Ouverture de deux pistes d'une longueur totale de 5,1 km ;
- ✓ Construction de trois logements pour agents de santé ;
- ✓ Alphabétisation d'environ 500 personnes en post-alphabétisation et en français fondamental en partenariat avec quatre ONG locales ;
- ✓ Confection de figurines pour la formation et la sensibilisation des auxiliaires villageois ;
- ✓ Formation d'environ 300 auxiliaires villageois sur l'entretien d'infrastructures sociocommunautaires, la santé et l'hygiène ;
- ✓ Suivi – Appui – conseil aux populations.

Résultats obtenus

- ✓ Création de 81 comités villageois de développement (CVD) ;
- ✓ Alphabétisation fonctionnelle de 6.594 personnes ;
- ✓ Formation de 795 responsables de CVD ;
- ✓ Formation de 621 cantonniers ;
- ✓ Equipement des CVD en matériels de cantonade (brouettes, houes, pelles, pioches, seaux, etc.) ;
- ✓ Formation de 1.500 auxiliaires sur l'entretien d'infrastructures sociocommunautaires, la santé et l'hygiène ;
- ✓ Formation de 1.431 responsables de groupements sur des thèmes visant à renforcer leurs capacités institutionnelles ;
- ✓ Formation de 78 agents des ONG partenaires sur des thèmes visant à renforcer leurs capacités institutionnelles ;
- ✓ Construction de 22 points d'eau ;
- ✓ Ouverture de 26 km de pistes ;
- ✓ Construction de 9 magasins communautaires de stockage et de commercialisation ;
- ✓ Construction et équipement de 9 modules de trois classes chacun ;
- ✓ Construction de 3 unités villageoise de santé avec logement des agents de santé ;
- ✓ Construction de 28 hangars de marché.

COMPOSANTE III - FINANCEMENT RURAL (FR)

Cette composante a pour mission de soutenir les activités génératrices de revenus en facilitant l'accès au crédit des bénéficiaires. Elle est organisée autour de deux (02) sous-composantes :

- √ La sous-composante « Suivi de la gestion de la ligne de crédit » Cette ligne de crédit prévue dans l'accord de prêt signé entre le Gouvernement du Bénin et le FIDA porte sur un montant total de 1,02 million de DTS (soit environ 1.050 millions francs CFA). Elle est destinée au financement des crédits à court et moyen terme aux groupements de production et de transformation encadrés par le PAGER. Les fonds de cette ligne de crédits devraient aller aux bénéficiaires par l'intermédiaire de la Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit agricole Mutuel (FECECAM).
- √ La sous-composante « Appui à la promotion des Associations de Services Financiers (ASF) » Il s'agit de structures originales de financement décentralisées, chargées d'octroyer de petits crédits à leurs membres sur des ressources mobilisées localement. L'initiative de créer une ASF est prise par les populations bénéficiaires. Le PAGER accompagne cette initiative par la construction et l'équipement des locaux devant abriter les ASF, le renforcement de la capacité financière des ASF par une participation au capital sous forme d'achat d'actions sans droit de vote ni attribution de dividende et le suivi et l'appui-conseil. Les activités prévues dans cette sous-composante comprenaient : i) la formation des membres des ASF, ii) la construction et l'équipement de bâtiment pour ces nouvelles associations, iii) une ligne d'appui à la capitalisation, d'un montant de 250 millions FCFA et iv) la formation complémentaire du personnel de la FECECAM. Ces activités devaient concerner environ 100 ASF.

Activités mises en œuvre

- ✓ Suivi de la gestion de la ligne de crédit par la FECECAM et la recherche de sources de financement alternatives ou complémentaires ;
- ✓ Suivi des 44 ASF mises en place par les responsables du projet et les trois ONG partenaires ;
- ✓ Réalisation des travaux d'arrêté des comptes dans toutes les 44 ASF en collaboration avec les ONG partenaires ;
- ✓ Appui aux élus des ASF dans le recouvrement des impayés sur crédits ;
- ✓ Préparation et participation aux assemblées générales annuelles des ASF pour l'exercice 2003 ;
- ✓ Missions d'appuis conseil aux élus dirigeants des ASF ;
- ✓ Tenue de la consultation interdépartementale des ASF de la zone d'intervention du projet ;
- ✓ Poursuite des formalités de reconnaissance des ASF ;
- ✓ Elaboration du plan d'affaires des ASF ;
- ✓ Consolidation de la centrale d'échange d'information ;
- ✓ Développement de nouveaux produits financiers ;
- ✓ Préparation de la mise en place de la structure faîtière ;
- ✓ Préparation et organisation d'un voyage d'étude et d'échange d'expérience au profit des élus des ASF.

Résultats obtenus

- ✓ Montant total de crédits octroyés aux groupements sur la ligne de crédit FIDA : 137,5 millions FCFA au profit de 266 groupements pour un total de 270 micro-projets.

- ✓ Création de 44 ASF totalisant 21.422 membres dont 38% de femmes. Le montant total du capital mobilisé est de 290.846.700 F CFA. De 1997 au 31/12/2004, 15.688 personnes ont bénéficié de crédits pour un montant total de 3.035.146.496 F CFA avec un encours de crédit au 31/12/2004 de 593.932.450 FCFA. Le taux d'impayé à un jour et plus est de 6,2% et le taux d'impayés à trois mois et plus est de 1,6%.
- ✓ Construction et équipement de siège des 44 ASF,
- ✓ Les 440 responsables des ASF mettent bien en œuvre les connaissances acquises dans les domaines de la gestion, du crédit, de la solidarité, de la gestion des conflits, la bonne gouvernance, etc.
- ✓ Les 44 ASF sont bien contrôlées par leurs comité de surveillance respectifs ;
- ✓ Les mécanismes de recouvrement des impayés sur crédits sont bien maîtrisés ;
- ✓ Les assemblées générales annuelles des ASF connaissent une participation massive des membres et les débats sont démocratiquement menés ;
- ✓ Missions d'appuis conseil aux élus dirigeants des ASF ;

V - INFORMATION ET COMMUNICATION

Principales activités du projet en 2004 dans les domaines suivants

➤ Production d'émissions de radio, de télévision

Sujet	Langue utilisée	Périodicité	Zone de diffusion	Observation
Diffusion des prix des produits agricoles collectés par des enquêteurs de marché	10 langues locales et en français selon la zone	La veille des principaux marchés de la zone couverte par la radio	Locale	La diffusion des prix est assurée par 8 radios rurales judicieusement choisies pour couvrir toute la zone d'intervention du projet.

➤ Appui aux médias ruraux - Journal et bulletin, radio communautaire

Aucun appui en 2004, par contre en 2001, chacune des 8 radios partenaires ont bénéficié d'un équipement en fax.

➤ Production de supports : cassettes audio et vidéo, livrets – manuels, affiches, plaquettes

- ✓ Réalisation du deuxième documentaire sur le projet en français ;
- ✓ Production de figurines en langue française pour la sensibilisation et l'animation des populations sur l'entretien et la gestion des infrastructures sociocommunautaires ;
- ✓ Production de livrets et manuels de post-alphabétisation et de français fondamental.

➤ Autres :

- ✓ Parution de 1999 à 2003 d'un bulletin d'information du projet suivant une périodicité biannuel. Ce bulletin est animé par les acteurs du projet qui en produisent les articles. La saisie, la mise en forme, l'impression et la distribution sont confiées à un consultant qui est le conseiller à la rédaction.
- ✓ Réalisation de diverses études